

Les partisans de l'A 10 gratuite reprennent espoir

Ils attendent maintenant que les mots se transforment en actes. Mais les membres de l'association A 10 gratuite sont assez confiants. Samedi, ils ont rendu publique la rencontre « plutôt positive » qu'ils ont obtenue avec François Poupard, directeur adjoint du cabinet du ministre chargé des Transports, Frédéric Cuvillier. Et, histoire que le ministre n'oublie pas les promesses de ses collaborateurs vis-à-vis de cette association qui se bat depuis dix ans pour que le péage de Dourdan soit supprimé, quinze parlementaires de l'Essonne mais aussi des Yvelines et d'Eure-et-Loir se sont engagés à l'interpeller sur la question au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Changement de discours du côté du gouvernement

« Nous avons noté un net changement de ton, se félicite Jean-Claude Lagron, président de l'A 10 gratuite. Nous n'avons pas eu droit à la traditionnelle litanie fataliste et au discours d'impuissance. Le gouvernement Ayrault semble vouloir s'attaquer aux concessionnaires d'autoroute. Le ministre des transports veut par exemple augmenter de 50 % la redevance payée par les sociétés d'autoroute à l'État. Cela nous paraît une bonne idée, à



DOURDAN. Depuis dix ans, l'association A 10 gratuite mène un combat acharné pour obtenir la suppression du péage de Dourdan.

(LP/C. CH.)

condition que les usagers n'en payent pas les conséquences.» Pour l'A 10 gratuite, c'est la première fois en dix ans de combat que les problèmes engendrés par le péage de Dourdan sont reconnus. Le ministère a promis de s'y atteler dès la mi-2013. « Pour être efficace rapidement, nous

demandons des études et des consultations dès maintenant », soumet Jean-Claude Lagron. L'association a beaucoup travaillé et a livré au ministre un argumentaire foumi. « L'A 10 est la seule autoroute payante à 23 km de Paris, rappelle l'A 10 gratuite. Elle dessert une zone

dépourvue d'emplois et joue un rôle essentiel pour les trajets domicile-travail. Pour financer la gratuité, il faudrait ouvrir l'accès des deux bretelles allant et venant de Paris à l'échangeur de Longvilliers (78) et aux péages d'Ablis et Allainville, on pourrait mettre en place des tarifs préférentiels pour les trajets venant et allant vers Paris, respectivement 0,50 € et 0,70 €. » L'A 10 gratuite a estimé le coût de ces mesures à 8,2 M€ annuels. « Mais le contrat de concession de Cofiroute lui procure un excédent annuel de 64 M€, assure Jean-Claude Lagron. Et les véhicules qui empruntent actuellement les réseaux secondaires comme la N 20 reprendraient l'A 10 et rapporteraient 24 M€ par an à Cofiroute. »

Le concessionnaire ne commente pas cette étude chiffrée. Mais rappelle que, depuis quelques mois, des tarifs préférentiels sont appliqués pour les adeptes du covoiturage et qu'un passage sur deux devient gratuit pour les usagers qui empruntent le péage de Dourdan plus de 25 fois par an. « Ce sont des mesures marginales qui n'ont aucun effet, ni pour les usagers, ni pour les riverains des réseaux secondaires engorgés à cause du péage », tranche Jean-Claude Lagron.

CÉCILE CHEVALLIER